

Il est temps de « dépikeytiser » la France

Emmanuel Macron a désormais le mandat pour procéder à des réformes. Jean Luc Mélenchon en grand démocrate et admirateur de Hugo Chavez au Venezuela, considère que l'opposition s'exprimera désormais dans la rue. Il n'a probablement pas pris en compte le fait que les électeurs ont fait leur révolution dans les urnes et ont décidé de procéder à un dégagisme d'anthologie dans l'histoire de la république.

Engager une réforme profonde du marché du travail montre que c'est la seule voie pour créer des emplois. L'exemple allemand montre que cela peut créer massivement des emplois. La première étape de la « dépikeytisation » de la France concernera le droit du travail.

Les lois Hartz devront être une source d'inspiration pour la France

Il n'est pas inutile de replacer ces lois dans leur contexte. Les réformes Hartz de 2003-2005 en Allemagne sont les réformes du **marché du travail** qui ont eu lieu en **Allemagne** sous le mandat du **chancelier Gerhard Schröder (SPD)**. Conduites par l'ancien DRH de Volkswagen, elles avaient pour but de renforcer la lutte contre le chômage volontaire et d'améliorer le retour en activité des bénéficiaires d'allocations. Ces réformes visaient à adapter le droit du travail et la fiscalité à la nouvelle donne économique dans le secteur des services.

La Loi Hartz IV a été la plus importante. Avec cette réforme, les indemnités de chômage n'étaient plus versées pendant 32 mois mais pendant seulement 12 mois (18 mois pour les plus de 55 ans). C'est la phase « Arbeitslosengeld I ». Ensuite, le chômeur est considéré comme chômeur de longue durée et reçoit le « Arbeitslosengeld II », sensiblement moins élevé. À travers l'« Arbeitslosengeld II », l'état verse le « Regelsatz » qui était de 364 € par mois en septembre 2009 pour une personne, auquel il fallait ajouter le paiement complet d'un logement « décent » (en dessous d'un plafond de 280 € par mois), l'**assurance maladie** et une **cotisation retraite**.

Dans un couple, chaque personne pouvait recevoir l'Alg II. Ces revenus sont considérés comme le minimum vital auquel a droit tout citoyen allemand qui s'inscrit à l'« Arbeitsamt » (= Pôle emploi). Il est possible de toucher un salaire et l'Alg II simultanément. Le salaire reçu est soustrait du montant de l'Arbeitslosengeld II, ce qui permet en quelque sorte d'assurer un revenu plancher aux inscrits dans un pays qui n'avait pas de **salaire minimum** proprement dit.

La mesure la plus importante de cette réforme a été la réduction des indemnités

versées aux chômeurs de longue durée qui refusaient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification. De plus, ces chômeurs pouvaient être embauchés à des salaires inférieurs (1 €/heure) à la convention collective du secteur. D'autres mesures ont été critiquées à l'époque, telle que la possibilité de réduire les allocations d'un chômeur dont les ascendants ou descendants ont des économies.

Ces mesures du SPD, votées avec le soutien de la majorité CDU du Bundesrat, ont donné lieu à l'époque en particulier en ex-RDA à des manifestations. Cette mobilisation a contribué aux revers électoraux de la majorité de Gerhard Schröder en 2005. Le nom « Hartz IV » a ainsi été largement associé par les Allemands à ces réductions des prestations versées à de nombreux sans-emplois. Avec le recul, ce sont les mesures qui ont permis à l'économie allemande de se redresser vertueusement avec le succès que l'on sait.

La dépykettisation de l'enseignement de l'économie doit intervenir rapidement

Thomas Piketty le théoricien de la montée des inégalités vient de conseiller Jérémy Corbyn en Grande Bretagne et Benoit Hamon en France. Tous les deux ont connu des échecs électoraux spectaculaires. Son livre « *Le Capital au XXIème siècle* » a été un best-seller mondial alors que ses arguments reposent sur une série de présupposés idéologiques extrêmement naïfs et irrationnels.

Première idée fausse : « il serait à la fois impossible et inopportun de réduire les dépenses publiques en France » : « Pour l'essentiel, nous prenons comme données la structure des transferts et les dépenses publiques actuellement en vigueur en France et le niveau global des prélèvements obligatoires nécessaire pour les financer ». Donc 50 % d'impôts, c'est parfait ! De quoi les Français se plaindraient-ils, puisqu'ils ont des services publics impeccables, qu'il n'y a aucun gaspillage, et qu'ils n'utiliseraient pas mieux leur argent si on les laissait en disposer librement. Le problème de la fiscalité n'est donc pas de diminuer les dépenses publiques, il est de trouver les moyens les plus astucieux et les plus simples de les augmenter. Mais alors, pourquoi tous nos voisins ont-ils choisi la voie inverse.

Deuxième idée fausse : « L'impôt n'est juste que s'il est progressif ». En adoptant la conception du Manifeste communiste de Marx, Piketty tient pour acquis que l'impôt ne sert pas

tant à payer à leur juste prix les services rendus par l'État qu'à réduire les inégalités sociales. L'impôt pris au « riche » a pour seul but de le rendre plus pauvre. C'est un impôt sans contrepartie. Symétriquement, les « pauvres » ont le droit de recevoir de l'argent de l'État, non pas en échange d'un travail, mais simplement au titre d'une compensation de leur pauvreté relative. Spoliation d'un côté, assistanat de l'autre, voilà la justice selon lui.

Troisième idée fausse : « La richesse des riches serait le fruit de l'« exploitation » des pauvres ». La science économique a amplement montré que cette théorie de l'exploitation de l'homme par l'homme était absurde. L'économie n'est pas un jeu à somme nulle. L'immense croissance survenue depuis plus de deux siècles a créé des richesses ex nihilo, parce que la liberté économique a permis une meilleure division du travail, qui a elle-même rendu possible une multiplication des savoirs.

Tomas Piketty a tout faux. Depuis trente ans toutes les statistiques montrent que les inégalités de revenus ne se sont pas aggravées en particulier en France. Le vrai combat d'aujourd'hui, ce sont les inégalités de chances et l'immobilisme social. Le vrai drame n'est pas du tout qu'il y ait trop de riches mais pas assez.

Les trois M : Macro, Micro, Macron

Dans le domaine de la macro économie, la croissance française repart, le Brent est en dessous de 45\$ le baril pour la première fois depuis novembre dernier...

Dans le domaine de la micro économie, l'année 2017 s'annonce florissante pour les entreprises de taille intermédiaire. Le climat des affaires est au plus haut depuis l'été 2011

Emmanuel Macron est sur le petit nuage de la macronie. Il a tous les pouvoirs ce qui ne

donne pas toujours d'heureux résultats dans l'histoire de France. Pour le moment

Il bénéficie d'un environnement favorable qui devrait lui permettre de réformer rapidement.
Souhaitons lui de réussir tout en restant lucide et attentif....